

RENTRÉE 2022 : Pour un mouvement social fort et unitaire

C'est à nous de nous mobiliser pour impulser et gagner nos combats dans l'intérêt de la société, des personnels et des usager-es.

Traitement des fonctionnaires Quel rattrapage du pouvoir d'achat ?



Pendant les vacances, vos élu-es ont continué à vous défendre, à veiller à l'équité de traitement des fonctionnaires, seul véritable rempart au clientélisme. Ce statut de fonctionnaire est aussi le principal garant de l'accès à toutes et à tous à un service public sur l'ensemble du territoire.

La saison des promotions s'est poursuivie cet été : **Accès à la hors-classe, à la classe exceptionnelle, à l'échelon spécial...** Les mesures de revalorisation des carrières obtenues en 2017 avec PPCR avaient constitué un début de réponse au déclassement salarial subi par nos professions. Malgré leurs insuffisances notables, la nouvelle carrière et les nouvelles grilles indiciaires ont engendré une réelle amélioration globale de la carrière de tous les personnels : **Avancements d'échelon plus rapides, accès garanti à la hors-classe en fin de carrière** (on y accède actuellement en moyenne en cours du 10ème échelon). Malheureusement, le gel de ces mesures opéré en 2018 sous le premier gouvernement Macron couplé à l'inflation galopante n'ont eu pour effet que de poursuivre la paupérisation de nos professions.

Car ne nous mentons pas, la carrière, c'est le salaire ! Gagner un échelon, passer en hors-classe, obtenir la classe exceptionnelle : ce sont à chaque fois des dizaines d'euros en plus sur le bulletin de paye à la fin du mois. De 2017 à 2021, les accords PPCR, notamment signés par la FSU, ont permis aux personnels des 1er et 2d degrés d'acquiescer 4,5 milliards d'euros supplémentaires. Somme conséquente mais qui, ramenée au million d'agents de la fonction publique d'éducation, reste très insuffisante.

La négociation seule ne permettra donc pas d'inverser la tendance. Chez nos voisins d'outre Rhin, la grève de la Lufthansa en plein dans les congés d'été 2022 dans un pays peu habitué à faire la grève n'a que très peu été médiatisée en France. Pourtant, la centrale syndicale VERdi a obtenu pour les salarié-es une hausse rétroactive de salaire de 200€, puis de deux fois 2,5 % avec un minimum plancher de 125€. **Le mouvement social fort et unitaire apparait donc comme l'un des seuls véritables moyens de transformer nos combats en victoires.**

En cette rentrée de septembre 2022, l'assemblée nationale ne permet plus au pouvoir exécutif d'exercer avec une majorité absolue. Bien sûr, une opposition politique forte semble s'être constituée à l'assemblée nationale et relaie une partie de notre projet pour la fonction publique et la société.

Mais ne nous leurrions pas, c'est à nous, travailleurs et travailleuses, de nous mobiliser massivement pour impulser et gagner nos combats dans l'intérêt de la société, des personnels et des usager-es.

Pour défendre le Service Public, nous devons peser dans le débat et pour cela, il revient aux uns, aux unes et aux autres de renforcer l'outil syndical en se syndiquant, en votant aux élections professionnelles et en se mobilisant collectivement. **C'est à ce prix que nous obtiendrons la satisfaction de nos revendications.**

*Svend Walter et Gilles Tabourdeau
 Secrétariat départemental de la FSU de la Vienne*

Education : Militons pour renforcer le Service Public

Rentrée des classes : il n'y aura pas un professeur devant chaque classe contrairement à ce qu'annonce le ministère !

Julien Dupont (SNES-FSU 86)
Apolline Letowski (SNUipp-FSU 86)

Alors que la réforme de la formation initiale a été mise en place sans transition, ses effets sont fulgurants et seront visibles dès la rentrée de septembre. Concours en fin de M2, conditions d'entrée brutales, à temps plein dans le métier, rémunération très faible pour les débutant-es, opacité sur la formation, multiplicité des parcours, charge de travail accrue, autant de raisons de fuir un métier déjà en crise.

Il n'est pas abusif de parler de crise du recrutement lorsque 1300 inscrit-es étaient annoncé-es au CRPE dans l'académie de Poitiers pour le concours externe alors qu'environ 430 candidat-es étaient réellement venu-es passer l'épreuve. De la même façon, les CAPES sont loin d'avoir suscité des vocations : en maths, 816 candidat-es étaient admissibles pour 1035 postes (deux fois moins qu'en 2021) et en allemand, il y a eu seulement 83 admissibles pour 215 postes. Il manquera également beaucoup de collègues en Français et en Sciences.

Lorsque les taux de présence oscillent entre 20 et 36% pour le CRPE nationalement, on peut sans difficulté imaginer que cette désertification des concours impactera les classes en septembre. Comme le résume Sophie Vénétiat (SNES-FSU), « Prof, ça ne vend pas du rêve, et les conditions d'entrée dans le métier sont difficiles. À bac+5, pour être payé 1,1 Smic face à une classe de 30 ou 35 élèves, le compte est rapidement fait. »

Pour couronner le tout, le ministère a refusé la transparence sur les affectations des enseignant-es et CPE stagiaires 2022. Résultat : la FSU a été sollicitée par des centaines de futur-es stagiaires affecté-es hors de leurs vœux, parfois très loin de leur académie d'origine, et qui n'ont pas pu l'anticiper. Ce qui va accroître encore plus les démissions des nouvelles et nouveaux collègues, phénomène déjà observé.

Alors qu'une vague de contractuel-es était annoncée, là encore les rectorats peinent à trouver des candidat-es, contredisant les propos d'Édouard Geffray (DGESCO) qui prétend avoir de la « réserve ». Pour mémoire, de nombreuses académies n'ont pu faire face aux besoin en remplacement l'an dernier.

Face à cette inattractation du métier, la FSU exige en urgence la création et l'abondement des listes complémentaires et un plan ambitieux d'accès au métier d'enseignant-e. La rentrée ne pourra se faire dans de bonnes conditions pour nos élèves sans enseignant-es et sans mesures fortes !

Parcoursup, le tueur du BAC ?

Anne Joulain (SNESUP-FSU 86)
Svend Walter (SNES-FSU 86)

Dans un article du 04 juillet 2022, le journal Le Monde titrait "Parcoursup risque de « tuer » le baccalauréat". La FSU86 a maintes fois alerté sur les dangers de ce nouveau BAC à contrôle continu et l'orientation adossée à la réforme des lycées, prémonitoire ?



En effet, aucun des objectifs de ce nouveau BAC n'est rempli, aucun élève de terminale ou presque à partir de la première quinzaine de juin (on parle plutôt de reconquête du mois de mai, voire d'avril l'année prochaine), augmentation arbitraire des notes à l'examen : pas de quoi "restaurer sa valeur" donc.

La place de plus en plus grande du contrôle continu accentue les inégalités territoriales et sociales entre bachelier-es. Le BAC, 1er diplôme du supérieur est donc en danger. Mais c'est surtout Parcoursup qui achève ce diplôme : le BAC n'assure plus l'entrée dans le supérieur, c'est désormais le rôle de Parcoursup.

Ce logiciel est beaucoup décrié pour son opacité. C'est en fait surtout une formidable machine à sélectionner les étudiant-es. Devant l'augmentation massive du nombre de bachelier-es, ce dont nous devrions nous réjouir, les gouvernements successifs n'ont jamais donné aux universités les moyens de les accueillir. La solution fut toute trouvée : les sélectionner et fermer la porte de l'enseignement supérieur public à des élèves toujours plus nombreuses et nombreux.



<http://deline.fr/>

Cette politique a également conduit à l'explosion du nombre d'étudiant-es dans les établissements supérieurs privés (en vingt ans, les inscriptions d'étudiant-es dans les établissements privés ont doublé, tandis qu'elles n'ont augmenté que de 17 % dans l'enseignement public).



Si sous la pression des familles, le ministère a demandé aux universités d'accueillir plus d'étudiant-es en 1ère année de licence (sans leur donner pour autant des moyens supplémentaires), ils et elles se retrouvent 3 ans plus tard à chercher des Master. C'est, cette fois au logiciel trouvermonmaster.gouv.fr qu'ils ou elles doivent faire face. De nouveau, pas d'ouverture de place correspondant au nombre de diplômé-es de licence, de nouveau la sélection, le stress.

Pour la FSU au contraire, il est grand temps de rénover le BAC, diplôme national, 1er diplôme du supérieur, il est grand temps de donner aux universités publiques et BTS les moyens d'accueillir tous les bachelier-es et de donner aux titulaires de licence la possibilité de poursuivre leurs études en Master, en correspondance avec leur diplôme de licence.

Société : Militions pour vivre mieux en protégeant la planète

PREMIÈRES MESURES : Le compte n'y est pas !

Patrick Laîné (SNES-FSU 86)
Valérie Soumaille (SNEP-FSU 86)

La loi « pouvoir d'achat », après moult débats et tergiversations parlementaires et gouvernementales, a été adoptée mais les « mesures en soutien au pouvoir d'achat » ne permettent de répondre ni à l'urgence sociale, ni à l'urgence écologique.

La philosophie même de cette loi « d'urgence » ne convient pas : elle entérine par exemple le recours aux primes et chèques divers, fluctuants et fléchés plutôt qu'à l'augmentation des salaires, celle-ci étant laissée au bon vouloir des entreprises. Par ailleurs, alors que l'Insee indiquait fin juillet une inflation de 6,1 % en un an et qu'une forte augmentation des prix des denrées alimentaires ainsi que des services et de l'énergie est attendue à l'automne, la revalorisation des retraites et des minima sociaux est plafonnée à 4 %, et dans la fonction publique, l'augmentation de la valeur du point d'indice, gelé depuis plus de 10 ans, ne sera, elle aussi, que de 3,5%. Quant à taxer les superprofits, Bruno Le Maire pense que ce serait une « aberration »!

Pour faire face à l'augmentation du prix de l'énergie notamment liée à une potentielle fermeture du robinet de gaz russe, le texte, loin des nécessaires sobriété énergétique, développement des énergies renouvelables

ou rénovation thermique, permettra un recours accru aux énergies fossiles. Outre le redémarrage de la centrale à charbon de Saint-Avold en Moselle, pourtant fermée en mars, des dérogations et simplifications administratives ont aussi été adoptées pour accélérer la mise en service, en septembre 2023, d'un terminal méthanier flottant dans le port du Havre en vue d'importations très polluantes de Gaz Naturel Liquide et de gaz de schiste étasunien.

Les premiers textes votés ne permettront pas au plus grand nombre de vivre mieux tout en protégeant la planète et en luttant contre le réchauffement climatique. La mobilisation de toutes et tous sera nécessaire pour aboutir à des mesures à la hauteur des enjeux sociaux et écologiques.

Le rôle des organisations syndicales y sera déterminant.



Dans le milieu professionnel, luttons contre l'extrême droite et ses idées !

Julien Hémon (UD CGT 86)
Gilles Tabourdeau (SNUipp-FSU 86)

La séquence politique du printemps dernier a vu l'extrême droite française atteindre des scores jamais égalés : lors du second tour de l'élection présidentielle, Marine Le Pen a recueilli 13,2 millions de voix et les législatives permettent à 89 député·es extrémistes d'entrer à l'assemblée nationale. C'est une catastrophe pour des millions de salarié·es.

Comme le reste de la société, le milieu professionnel n'est pas épargné par la diffusion des idées d'extrême droite. **Aucun syndicat ne saurait se targuer d'avoir tous ses symathisant-es imperméables à l'imprégnation de ces idées.** Se sentir proche d'un syndicat « protégerait » néanmoins de l'extrême droite : certes 25% des personnes interrogées se sentant proches d'un syndicat auraient voté pour un ou une candidat·e d'extrême droite (Le Pen, Zemmour ou Dupont-Aignan), mais **ils sont 37% parmi les proches d'aucun syndicat.** Il reste que même si la CGT et la FSU ont parmi leurs symathisant-es un des plus faibles taux de vote pour ces candidat·es, ceux-ci sont passés respectivement entre 2017 et 2022, de 16 % à 26 % pour la CGT et de 12 % à 14 % pour la FSU. Nous ne parlons pas ici des autres centrales syndicales qui voient ce pourcentage dangereusement augmenter.

En progression donc depuis les présidentielles de 2017, il s'agit d'un signal inquiétant qui nous amène, CGT et FSU, à lutter ensemble contre l'extrême droite et ses idées dans le milieu professionnel. Pour cela, il nous faut multiplier les formations syndicales contre l'extrême droite, ses idées, ses pratiques afin de rendre limpide son projet de discrimination généralisée et ses impostures sociales, féministes et écologistes.

A cette fin, la CGT86 et la FSU86 œuvrent à cette rentrée pour la création d'un collectif intersyndical VISA - vigilance extrême droite - et invitent les syndicats et fédérations syndicales qui le souhaitent à y participer.



Le combat contre l'extrême droite et ses idées ne doit pas être dissocié de nos luttes syndicales pour les droits des salarié·es et la construction d'une autre société, plus juste, sociale, écologique et féministe. Depuis toujours, nos organisations syndicales ont lutté contre la xénophobie et la haine que portent les partis d'extrême droite. Maintenant que leurs discours se banalisent, nous devons redoubler d'effort pour démasquer la peste brune.

Notre syndicat : Militions pour défendre la profession

Quel syndicalisme dans le contexte actuel ?

Francette Popineau (SNUipp-FSU 86)

Le syndicat c'est ce qui oppose le solidaire au solitaire. En ce sens, il ne sera jamais démodé. A l'image des bancs de petits poissons qui se regroupent, ce comportement grégaire est une question de survie. Le but est d'être plus efficaces et mieux protégés. **Seuls nous sommes vulnérables, ensemble on peut réussir.** Mais cela suppose que le syndicat s'adapte aux évolutions.

Le monde du travail a subi des mutations, qu'elles soient liées à la mondialisation, aux technologies ou à des managements qui visent à diviser les individus. L'introduction du mérite met les individus en compétition pour le meilleur et le pire. Chacun finit par croire qu'il ne doit son salut qu'à lui seul et même que tous les coups sont permis. Cela rend la tâche des syndicats plus complexe avec un travail de conviction plus ardu.

De même, le monde affronte des transformations. Pour exemple, la pandémie de COVID-19 a contraint les syndicats à venir en aide aux salarié·es avec de nouvelles demandes. **La FSU s'est battue pour que le covid ne donne pas lieu à un jour de carence, pour que les personnes fragiles puissent bénéficier d'ASA** etc.. Les sujets de négociation avec le gouvernement ont été fréquents notamment sur la sécurité et la santé au travail et les mesures budgétaires.

Durant cette crise, **la FSU a dû trouver de nouveaux moyens de communiquer avec ses mandants** et de nouvelles réponses face à une situation exceptionnelle. La FSU a aussi permis l'expression d'une colère légitime.

Dans ces évolutions du monde du travail et de la société, les syndicats ont fait preuve d'adaptation et d'engagement pour répondre aux préoccupations du moment, et pourtant le syndicalisme est affaibli.

**LES SERVICES PUBLICS
AU SERVICE DE LA SOCIÉTÉ !**

Le développement de la précarité au travail ne facilite pas l'adhésion mais **restreint surtout les droits des syndicats**. Notamment le droit à la liberté syndicale et à la **négociation collective avec la suppression de certaines instances** qui empêchent les syndicats d'agir et de s'organiser.

S'adapter aux besoins, être réactif dans une situation nouvelle, le syndicalisme a montré qu'il savait le faire. Mais ses modalités d'actions interrogent : la grève qui est un outil précieux ne montre pas toujours son efficacité. Ne doit-elle pas être l'outil ultime quand tous les outils de la négociation ont échoué ?

Il faut donc réfléchir à des modes d'action et des façons d'agir intermédiaires. Les nouveaux scénarii doivent être pensés de manière collective, doivent tenir compte des besoins et les cerner au plus près. Ils doivent être construits avec les travailleurs et s'appuyer aussi sur des coalitions syndicales les plus larges possibles.

Le syndicalisme doit affirmer son indépendance vis-à-vis des partis politiques pour écrire l'histoire des travailleuses et travailleurs. Plus que jamais, nous avons besoin des syndicats et de la force collective qu'ils font naître afin de construire un monde fondé sur un travail émancipateur et respectueux.

Recomposition, qué-saco et pourquoi donc ?

Guy Aubarbier (SNEP-FSU 86)
Françoise Garaté (SNES-FSU 86)
Jacques Lecoffre (SNUipp-FSU 86)

Le modèle économique de compétition mondialisée imposé par les libéraux aggrave les injustices et les inégalités sociales. Confronté aux crises : covid, guerre, climat, ce modèle révèle son inaptitude à répondre aux besoins essentiels de la population.

Les exonérations sociales de toutes sortes appauvrissent et affaiblissent notre système de redistribution égalitaire et tous nos services publics. Ainsi, une petite minorité peut s'enrichir de manière éhontée, alors que des besoins essentiels demeurent mal satisfaits.

Pour la FSU, il est essentiel et urgent pour les salarié-es de retrouver confiance dans le collectif et l'action syndicale. **L'unification syndicale est à rechercher afin de mieux rassembler et peser pour une société plus juste, plus égalitaire, alternative à la société libérale.**

La FSU propose de commencer par réunir le syndicalisme "de lutte et de transformation sociale". Elle ouvre le débat avec la CGT et Solidaires pour la construction d'un nouvel outil syndical, sans exclusive d'autres forces intéressées. Toute initiative allant dans le sens d'une telle recombinaison sera la bienvenue.

Le Saviez-vous ?



**UNIES
ENGAGÉES
COMBATIVES**

Depuis 3 mandats vos élues FSU-CGT Educ'action siègent ensemble dans les instances académiques et départementales pour vous défendre et proposer un autre projet pour l'école, la fonction publique et la société.

En 2011 la FSU, et la CGT Educ'action de l'académie de Poitiers ont initié des listes communes aux élections professionnelles et poursuivent ce projet commun pour la 4ème fois. Il ne s'agit pas pour nous de gommer nos différences mais bien de mettre en commun ce qui nous rassemble dans l'intérêt de toutes et tous.

SYNDICOLLECTIF

Syndicalisme : réfléchir tous ensemble

<https://syndicollectif.fr/>



Dans notre académie, aux élections professionnelles, nous ferons de nouveau liste commune FSU et CGT. Rassembler les forces, confronter les analyses et porter une parole commune donnent du poids à notre action au plus près des attentes des salarié-es.

Dans le secteur des retraité-es, 9 organisations (CGT, FO, CGC, CFTC, FSU, Solidaires, UNRPA, FGR-FP, LSR) mènent depuis 8 ans un travail unitaire continu pour définir un corpus de revendications partagées et les porter ensemble dans un cadre d'action unitaire. Ce rassemblement a permis de belles manifestations et un surgissement remarqué des problématiques des retraité-es dans le champ social. À méditer...

Education / recherche

1er degré : 2nd degré :



Enseignement professionnel :



Enseignement agricole :



Enseignement supérieur :



Chercheuses et chercheurs scientifiques :



Personnels de direction :



Inspectrices et inspecteurs pédagogiques :



Infirmier.e.s :



Administration Scolaire Universitaire et Bibliothèque



Personnels territoriaux



Environnement



ENGAGÉ-ES POUR LE SERVICE PUBLIC

POUR ÊTRE PLUS FORTES

Du 1^{er} au 8 décembre 2022, votez FSU-CGT Educ'action.

De l'ambition pour les personnels et les élèves : défendre un service public de qualité.



Je vote  

Affaires culturelles



Tavail, emploi, formation et insertion



Ministère des Affaires étrangères



Administration pénitentiaire



Caisse des dépôts et consignations



Education populaire, action sociale, socioculturelle et sportive



Protection Judiciaire de la Jeunesse



Assistants sociaux de la Fonction Publique



Territoires, agriculture et mer

